



Union Départementale des syndicats CGT de Vaucluse

Depuis plusieurs jours, des événements graves et violents éclatent dans plusieurs villes de France et dans plusieurs quartiers d'Avignon.

DECLARATION DE L'UD CGT 84

Les méthodes « de coups médiatiques » du Ministre de l'intérieur, ses provocations verbales ne peuvent masquer les responsabilités du Gouvernement et du patronat dans les situations particulièrement difficiles vécues par la population.

Bien sûr, l'Etat doit assurer la prévention, le maintien de la sécurité et du respect des populations. **Nous réaffirmons avec force que les habitants et les salariés de notre département ont le droit de vivre dans la dignité, dans la sécurité !!**

En même temps une nouvelle fois, nous interpellons les pouvoirs publics sur les conséquences de choix politiques nationaux qui se traduisent pour le Vaucluse par :

- Un taux de chômage de 11.5%, contre 11.8% en PACA et 10% en France, soit + 4.2% en an.
Les – de 25 ans représentent 17.6% des demandeurs d'emploi, soit plus de 4.3% d'augmentation en un an, dont 8.6% de femmes.
Les 25-49 ans représentent 68.2% des demandeurs d'emploi, dont 33.4% de femmes.
Sur les 12 derniers mois, le chômage de longue durée a augmenté de 5.8%.
- Un nombre important de familles bénéficie de la CMU et du RMI.
- L'absence ou la suppression de Services publics (budget 2006). Ce ne sont pas les fermetures des services de chirurgie annoncées par le ministre de la santé, qui vont améliorer l'accès aux soins.
- La remise en cause des organisations syndicales dans certaines entreprises et localités.

La CGT a, à plusieurs reprises, interpellé les pouvoirs publics et vous-même, soit sur la situation de l'emploi, soit sur le maintien des services publics, soit pour la reprise du dialogue social dans le département. A ce jour, nous n'avons aucune réponse.

Nous nous sommes inscrits avec détermination pour participer dans le cadre de la COPEC (Commission pour la Promotion des Chances et la citoyenneté), en organisant activement, une rencontre des jeunes diplômés issus des cités avec les employeurs ou en avançant des propositions pour l'accès de ces jeunes aux concours de la fonction publique.

Dans le contexte social que connaît la France depuis quelques années : élections présidentielles (21 avril 2002), réforme des retraites et de la sécurité sociale, passées en force, à cela, s'ajoute les ordonnances du mois de juillet, rendant la vie plus difficile et plus précaire.

Les mouvements à l'appel des syndicats et des associations ne sont pas entendus par le gouvernement comme l'a prouvé la grande manifestation du 4 octobre. Pour la région ce n'est pas le chantage sur la liquidation judiciaire de la SNCM ou sur la rédaction du préavis de grève à la RTM comme réponse aux justes revendications des salariés, qui va redonner confiance aux salariés.

Les politiques mises en œuvre portent une lourde part de responsabilité.

Le gouvernement ne peut plus rester sourd. Il faut qu'il réponde aux attentes de la population.

La CGT 84 considère que des réponses doivent être apportées rapidement par les pouvoirs publics :

- Réinstaurer un véritable dialogue social sur notre département.
- Renforcer les services publics de proximité et donner des moyens pour développer la vie associative.
- Permettre un débat et des prises de décisions rapides contre les discriminations à l'embauche et permettre l'accès à l'emploi des jeunes de notre département.
- Avoir une véritable politique du logement social fondée sur la mixité sociale
- Développer des actions de prévention, notamment avec les travailleurs sociaux, en lieu et place d'une politique sécuritaire aujourd'hui dans l'impasse.

Avignon, le 8 novembre 2005